

LE GOUVERNEMENT YOUSOUFI HUIT MOIS APRES...

Le premier secrétaire de l'USFP Mr Youssoufi a été désigné premier ministre le 4 février 1998.

L'opinion publique s'est alors interrogée: s'agit-il d'un changement dans la nature d'un régime réputé autocratique? D'un tournant démocratique dans le pays? Quel est l'avantage du régime dans une telle désignation, et pourquoi maintenant? Quelles sont les raisons qui ont amené Mr Youssoufi à accepter un tel poste dans de telles conditions?

Sans prétendre lire dans les pensées, nous pouvons avancer les faits concrets suivant:

- Après plus de 35 ans d'un règne conjuguant répression sans merci avec corruption, cooptation et rotation des élites, le régime marocain a fini par imposer officiellement sa "légitimité" et sa "souveraineté" en tant que pouvoir absolu. En votant "oui" à la constitution, certains partis démocratiques dont l'Istiqlal et l'USFP ont consacré ce fait accompli et abandonné une revendication fondamentale depuis l'indépendance: l'Assemblée constituante.
- Dans le cadre d'une restructuration de la vie politique, le régime a pris plusieurs dispositions visant à officialiser le pouvoir absolu à façade pluraliste et "démocratique":
 - régionalisation pour décharger le pouvoir central des problèmes sociaux et permettre une meilleure rotation des élites locales,
 - mise en place de deux assemblées aux prérogatives identiques pour mieux contrôler le pouvoir législatif même à son niveau subalterne,
 - élections truquées au grand jour pour fabriquer une carte politique sur mesure...
 - accords et dispositions visant à fixer la politique économique pour la décennie à venir, dans le cadre du choix néo libéral et de la dépendance. Il s'agit de pérenniser la main mise sur le secteur économique dit moderne et utile, dans le cadre de l'association d'intérêt entre le capital étranger et la base sociale du régime. C'est la continuité de la même politique néocoloniale mise en place depuis le début de l'indépendance.

Une fois ces verrouillages réalisés et avalisés par les partis, (y compris l'acceptation des résultats truqués des élections et des domaines réservés de souveraineté...) le régime avait tout intérêt à procéder à une "ouverture" en direction de ces partis pour les intégrer davantage dans son système sans rien céder ni sur le fond ni même sur la forme makhzénienne (féodale) du pouvoir.

En désignant le premier secrétaire de l'USFP premier ministre dans le cadre de ces verrouillages, le régime compte:

- Améliorer son image de marque à l'étranger considérée comme stratégique. Le premier ministre socialiste s'est chargé d'élargir et d'améliorer les appuis extérieurs du régime. En plus des relations stratégiques avec ses alliés historiques (Israël, les USA, la France, l'Espagne...) il fallait obtenir les faveurs de la deuxième internationale, des milieux de gauches, des ONG et des médias.
- Promouvoir les investissements étrangers à l'abri de cette image et de la vitrine démocratique voire socialiste...
- Préparer la succession en intégrant les anciennes personnalités du mouvement national dans une expérience gouvernementale à la durée de vie calculée. Le terrain sera ainsi déblayé aux équipes nouvelles et grand coup porté (par intégration et assimilation) aux idées du socialisme ,la démocratie et l'Etat de droit étant relégués aux calandres grecs.

Le néolibéralisme en association avec le capital étranger doivent régner en maîtres absolus.
Voilà pour les calculs politiques du régime.

Mais pourquoi Mr Youssoufi, ex-résistant, ex-opposant et ex-exilé, a-t-il accepté de mener cette expérience pour le moins curieuse? Pourra-t-il appliquer ne serait-ce que le minimum social que le FMI lui-même semble recommander après le plan de réajustement structurel? Ou à créer les conditions nécessaires pour imposer le respect des droits de l'homme et une vraie transition vers l'Etat de droit?

Nos analyses précédentes et les conditions de la constitution de ce curieux gouvernement nous incitent à en douter. Le journal Le Monde (1) lui-même avait relevé sous le titre "le Maroc de la régression" : « Une hypothèque a pesé, dès sa formation, en mars dernier sur le gouvernement d'alternance que dirige le socialiste Abderrahmane Youssoufi : qu'il ne dispose pas d'une marge suffisante pour faire résolument sortir le Maroc de l'archaïsme politique. Des doutes étaient nés d'irrégularités dans les législatives d'où est issu ce gouvernement d'alternance... Le maintien à leurs postes du très puissant ministre de l'intérieur, des responsables de l'information, à la télévision en particulier, l'absence de tout changement dans la haute administration : tous ces indices ont accru le scepticisme.. »

Nous avons souligné les mêmes réserves et insisté sur les verrouillages économiques, constitutionnels, institutionnels et politiques qui conditionnent cette expérience. Sans juger les intentions, ni contribuer à la critique destructive, nous nous sommes réservé le droit de juger sur pièces.

Le gouvernement Youssoufi était attendu avant tout sur les dossiers sociaux brûlants et les mesures urgentes susceptibles de redresser un tant soit peu la situation. Nous comprenons que l'héritage de plusieurs décennies de politique antinationale nécessite le moyen et le long terme pour être épongé. Mais sur les mesures urgentes et à court terme, force est de constater, neuf mois après, que:

- Le dossier des droits de l'homme est resté intact. Aucune mesure visant à rendre justice aux disparus, aux détenus et à leur familles n'a été prise. Pire encore, le scandale du bannissement de Serfaty est venu confirmer le caractère autocratique et arbitraire du régime et l'aspect marginal et hétéroclite d'un gouvernement de façade.
- La nouvelle loi de finance ressemble comme deux gouttes d'eau à ses précédentes, consacrant austérité et marginalisation des secteurs sociaux délabrés et sans moyens. Le néolibéralisme en tant que choix stratégique et l'intégration en rangs affaiblis et dispersés dans le marché mondial devient la panacée, et le défi que désire relever le gouvernement encore mieux que ses prédécesseurs.
- Les patrons reçoivent une généreuse et inattendue magne par le biais de l'amnistie totale pour les mauvais payeurs et les fraudeurs de fisc.
- Aucun geste n'est fait en direction des travailleurs, des petits fonctionnaires aux salaires ridicules et des couches déshéritées.
- Par contre les relations publiques avec l'étranger, les jeux de séduction avec les investisseurs et les multinationales vont bon train, sans résultats spectaculaires, néanmoins. Les investisseurs n'attendent pas de simples effets d'annonces, mais des réformes juridiques, un changement de mentalité profond et des garanties sérieuses qui les mettent à l'abri du racket et de l'arbitraire.

Cependant Mr Youssoufi n'est pas un débutant en politique. Avec plus de 40 années d'expérience et une connaissance rapprochée du régime, il savait pertinemment dans quelles conditions il a été appelé aux affaires et les risques encourus. Objectivement, accepter le poste de premier ministre avec les conditions du pouvoir absolu, sur la base d'élections truquées, sans obtenir aucun acquis démocratique palpable à aucun niveau et avec une marge de manoeuvre peau de chagrin... revient à accepter la compromission, à renier le mouvement démocratique et à amener l'équipe ministrable de l'USFP (une de plus) à s'intégrer et à se dissoudre dans le Makhzen.

S'agit-il alors de calculs politiques d'un autre ordre et de spéculation sur l'hypothétique succession? Dans cette hypothèse fallait-il à tout prix être dedans plutôt qu'en dehors du pouvoir?

Ou bien s'agit-il de se positionner en tant qu'alternative au pis allé, mais meilleure que celle des islamistes? Déjà, M. Youssoufi agite l'épouvantail islamiste se positionnant lui aussi, comme l'ultime "rempart" contre l'intégrisme...

L'intégrisme a son terreau qui se nourrit des problèmes sociaux et économiques inextricables. Sans l'ébauche d'une politique sociale résolue pour amorcer leur dépassement, il est vain de solliciter le soutien interne et externe contre l'intégrisme simplement parce qu'on est aux affaires et que l'on porte une étiquette socialiste.

Dans tous les cas, s'agissant de succession ou de danger intégriste, la spéculation n'a jamais fait une politique. Encore moins une stratégie. Aussi, se pose devant Mr Youssoufi et son gouvernement deux choix cruciaux à court terme:

- Entreprendre résolument les réformes profondes nécessaires au redressement de la situation économique et sociale et de la vie quotidienne des citoyens;
- S'intégrer progressivement dans le régime tel qu'il est fondamentalement sur les plans constitutionnel, institutionnel, économique et politique. Cette intégration se fera au nom du réalisme et sous prétexte qu'il n'y a pas d'autre alternative. Elle bénéficiera également du parapluie de certaines forces de gauche en Europe qui ont besoin d'alibis pour conduire (au nom de la raison d'Etat) une politique d'intérêts et d'échange inégal...

Le premier choix a été verrouillé en amont par le régime comme nous l'avions souligné. Et en acceptant de travestir la démocratie sans conditions, les partis au gouvernement ont raté lors des consultations constitutionnelles et parlementaires, une occasion unique d'arracher des acquis démocratiques (aussi modestes soient-ils) sur le chemin de l'Etat de droit.

M. Youssoufi menant la "négociation" en leur nom n'a rien exigé en termes de conditions démocratiques minima, et n'a rien obtenu...Seule une mobilisation populaire d'envergure (sur la base d'un programme de « inkad » national clair) aussi bien au niveau des travailleurs, des syndicats, de la société civile, de l'ensemble des forces politiques démocratiques... peut ouvrir une brèche vers cette direction.

Mais le premier ministre a déjà tourné le dos à un tel choix, lui qui a interdit son propre parti de congrès avant sa désignation, menant les tractations avec le régime en vase clos, dans le plus haut secret et mettant à chaque fois ses alliés de la Koutla devant le fait accompli. Il n'a pas respecté la moindre des règles de la démocratie interne vis à vis de son parti, de son Comité Central et même de son bureau politique.

Le prétexte: des négociations d'un tel niveau avec le régime sont loin des militants et ne peuvent être discutées avec eux. Elles ne peuvent être étalées sur la place publique sous peine d'échec...

Le deuxième choix: s'intégrer dans la façade "démocratique" et pluraliste de la monarchie absolue et contribuer à l'enjoliver, et continuer à spéculer sur une hypothétique succession et sur le soutien étranger contre l'intégrisme...

Il nous semble malheureusement que ce soit le véritable choix de Youssoufi et de son équipe.

Maintenu longtemps à l'orée du pouvoir dans le cadre d'un lent processus de "coexistence" de "paix sociale", "d'intégration et d'assimilation" des élites politiques (cf. discours officiels) cette équipe peut enfin réaliser ses visées proclamées depuis 1975 (Congrès extraordinaire de l'USFP).

Dès cette époque, il s'agissait pour elle de "rompre avec le passé" (comprendre celui du parti de Ben Barka) et d'initier le rapprochement avec le régime sous couvert de "l'unanimité national" autour du Sahara marocain. Les lignes de forces de sa stratégie étant de s'intégrer dans le régime pour le réformer de l'intérieur.

Il fallut presque trente ans pour vaincre les résistances des militants, domestiquer le parti, y consommer les scissions et ruptures...et surtout cimenter une alliance objective avec la base du régime en servant et développant les intérêts matériels, moraux et politiques de ces élites. L'affaire du Sahara marocain, les cycles répétés des élections truquées, la corruption banalisée et les nominations dans les hauts postes de l'administration ont été les principaux tremplins économique-politiques pour faire fleurir, tout le long des années, les intérêts des élites politiques centristes et socialistes soumises à la rotation et à la sélection constantes.

Le gouvernement de M. Youssoufi n'est que l'aboutissement de ce long processus venu à maturation dans des conditions de préparation à la succession et de solde de tout compte avec le mouvement de libération national. Du moins tel que le conçoit le régime.

Reste la réalité têtue de la vie quotidienne des citoyens marocains. La crise socioéconomique est profonde, nourrie par une crise politique (où est l'Etat? Sa justice, son enseignement public et ses services de santé...) aux conséquences quotidiennes. Après plus de 40 ans d'indépendance, le régime n'a fait qu'approfondir cette crise une année après l'autre.

L'intégration, voire l'assimilation de nouvelles élites politiques dans ce régime n'y changera rien. Mis à part quelques réformettes comparables à celles des gouvernements précédents.

Mais, encore une fois, nous serons les premiers à valoriser tout acquis démocratique dans notre pays. Nous continuerons à juger sur pièces...

Abdelghani Bousta

Droits Pluriels- Septembre 1998